

## MEMORANDUM

*Le Tchad : à l'ère de la renaissance,  
un pays à la dérive !*

\*

N'Djamena, le 02 mai 2013

**Le Président Idriss Déby Itno a annoncé, fin 2010, une nouvelle ère pour le Tchad : « l'ère de la renaissance ».**

**Après tant d'années de conflits et de violence dans une société tchadienne si divisée, cette annonce sans un processus est-elle crédible ? La situation au Tchad aujourd'hui permet-elle d'espérer cette renaissance ?**

***Depuis 2010, la situation semble s'améliorer : la fin des conflits armés sur le territoire, un cycle électoral achevé, des ressources pétrolières importantes qui financent une politique d'infrastructure...***

La normalisation des relations entre le Tchad et le Soudan en février 2010 a apaisé la situation politique et sécuritaire interne. Cela a permis au Président Idriss Déby Itno de relancer et de renforcer le dialogue avec l'opposition démocratique dans le cadre de l'Accord politique du 13 août 2007, qui, malgré son application à minima, a permis la tenue des élections législatives, présidentielle et communales en 2011 et 2012.

Grâce à l'argent du pétrole, le Président tchadien a lancé une politique d'investissement à travers des projets « structurants » comme ceux de la cimenterie de Baoré, de la raffinerie de Djarmaya, de l'usine d'assemblage de tracteurs ainsi que de nombreuses réalisations d'infrastructures routières, scolaires et sanitaires. Il a posé la première pierre de la route vers le Niger et annoncé le financement d'une ligne ferroviaire vers le Soudan.

Le Président Idriss Déby Itno a annoncé au peuple tchadien son ambition de faire du Tchad un pays « prospère et émergent » et de faire de N'Djamena « la vitrine de l'Afrique ».

La participation de l'armée tchadienne à la lutte contre le terrorisme au Mali offre aussi l'occasion au Président tchadien de rehausser son image sur la scène internationale.

Et pourtant, la situation du pays reste fragile : de nouveaux risques sur la sécurité du pays, un système politique peu crédible, une démocratie affaiblie, une corruption qui s'aggrave, une paupérisation accentuée...

*Sur le plan sécuritaire, de nouveaux risques existent....*

***Si le risque de renversement du régime par une rébellion armée semble peu probable, d'autres facteurs fragilisent la sécurité du pays :***

- Le risque d'attentats terroristes contre le Tchad en représailles à l'envoi de soldats tchadiens au Mali est de plus en plus ressenti. La forte présence d'occidentaux dans la capitale, non loin du nord du Nigéria, est un facteur supplémentaire. Des éléments de la secte nigériane Boko Haram ont d'ailleurs déjà été signalés dans le pays ;
- Le risque de déstabilisation de la sous région (Tchad, RCA et Soudan) augmente en raison de la présence d'anciens rebelles tchadiens intégrés dans les forces de la SELEKA et d'autres groupes armés. De plus, la reddition de Baba Ladé du Front populaire pour le redressement, basé en RCA, n'a pas résolu la question du désarmement de son groupe, toujours présent dans le Nord de la Centrafrique ;
- Le risque lié aux conflits interethniques dans le sud de la Libye et aux difficultés des deux Etats à contrôler leurs frontières ;
- La généralisation du banditisme et des crimes commis en toute impunité dans tout le pays en dépit des « reformes » dans la police et dans l'armée. Les tchadiens vivent dans la peur et la psychose, alimentées tous les jours par les informations (braquages, vols à mains armées, violences corporelles...) données sur les antennes des radios locales et dans les journaux de la presse écrite.

*Sur le plan  
politique*

*L'Accord du 13 Août  
n'a rien changé en  
réalité....*

***Si les élections se sont tenues conformément à l'Accord du 13 août 2007, la crise politique demeure. Rien n'a changé en réalité.***

- Les élections n'ont pas résolu la crise politique. Mal organisées, leurs résultats ont été contestés par les différents candidats en compétition. M. Idriss Déby Itno, au pouvoir depuis 1990, a été réélu pour un quatrième mandat consécutif ; le MPS domine toujours de manière écrasante le parlement.
- Les partis politiques ne sont pas sortis renforcés de l'Accord du 13 août 2007. Ceux de la majorité comme de l'opposition démocratique restent peu structurés et disposent de peu de ressources. Les coalitions politiques sont affaiblies par les incessantes querelles liées aux calculs d'intérêts égoïstes. Ni les partis ni les coalitions n'offrent d'alternatives politiques pour un changement profond du pays.
- Le Comité de suivi de l'Accord du 13 Août 2007 a fini son mandat sans une évaluation adéquate dudit Accord. Après la période électorale, le dialogue entre les acteurs politiques s'est estompé. Fin mars 2013, un Cadre National de Dialogue Politique (CNDP) a été précipité avec la participation de la société civile
- Le parti présidentiel MPS reste une machine électorale dominante au seul intérêt du président Deby :
  - La reprise en main du parti par le président qui rappelle à sa direction d'anciens fidèles compagnons de depuis 1990, pourtant absents de la vie politique depuis longtemps ;
  - La tentative de changement de la Constitution pour permettre au Président Deby d'être lui-même le chef du MPS.

***Tout ce processus vise à permettre au Président Deby de disposer de tous les pouvoirs à la fois de l'Etat et du parti présidentiel.***

*des menaces  
persistantes contre  
les acteurs politiques  
et de la société  
civile...*

*une justice au service  
du régime....*

- Deux leaders politiques de premier plan ont subi des « procès politiques », un juge a été « puni » pour n'avoir pas condamné l'un d'entre eux, un responsable associatif a été arrêté pour avoir contesté la mise en cause de l'autre ;
- Des responsables syndicaux ont été condamnés pour avoir publié une pétition contre l'accaparement des ressources publiques par des proches du pouvoir ; l'un des principaux journaux indépendants du Tchad a été condamné à ne pas paraître pendant 3 mois pour avoir publié la pétition.
- Des responsables d'associations de défense des droits de l'homme ont été menacés (en quelques jours seulement, braquage armé de véhicule pour l'un, menaces d'hommes armés au domicile d'un autre...), expulsion d'un responsable religieux ayant critiqué la gestion des ressources pétrolières, mort suspecte d'un syndicaliste en prison...
- La méfiance du pouvoir vis-à-vis de toute mobilisation citoyenne pour le changement politique et social dans le pays pourrait expliquer les multiples attaques contre les acteurs de la société civile, des médias, des syndicalistes et des défenseurs des droits humains.
- Le blocage dans le dossier Ibni et l'impunité qui couvre les responsables pourtant dénoncés dans le rapport de la Commission d'enquête.
- Les pseudos procès contre des proches du pouvoir dans le cadre de l'opération anti-corruption « Cobra » : à l'absence des chefs d'accusations et/ou de la difficulté d'organiser de vrai procès, la plupart des poursuites judiciaires ne sont pas souvent conduites à terme. Certaines personnalités accusées de détournements de deniers publics ont été purement et simplement relâchées, tandis que d'autres demeurent encore injustement en prison.
- La tentative de modification de la constitution concernant les articles 71 et 150 pour une remise en cause de l'inamovibilité des juges du siège.

*Sur le plan  
économique et  
social*

*les revenus du pays s'accroissent, la corruption s'aggrave, la paupérisation s'accentue...*

- Le Tchad a bénéficié de revenus de près de 5 milliards de Dollar, selon le rapport d'ITIE 2012. L'exploitation du pétrole a permis au pays d'engranger depuis 2003 des revenus énormes de l'ordre d'environ 5000 milliards CFA.
- Plus grave qu'une corruption qui se généralise, un groupe monopolise toute l'économie du pays et s'est considérablement enrichi au détriment de la majorité de la population. Le secteur de transport, la vente de charbon et de bois de chauffe, les médicaments pharmaceutiques, la vente des produits agricoles et bien d'autres, sont exclusivement « monopolisés » par des proches du pouvoir ou de militants du Parti MPS au pouvoir. Ces derniers sont donc les seuls à définir les règles du jeu et les prix sur le marché. A cela, s'ajoute la privatisation tous azimuts menée par le Gouvernement, en violation des textes sur la passation des marchés publics (carte d'identité, permis de conduire, carte grise, passeport..).
- Paradoxalement, une grande majorité des Tchadiens croupit encore dans la misère. Selon le Rapport National du Tchad sur le Développement Durable 2012, 55% des Tchadiens vivent en dessous du seuil de la pauvreté, soit autant qu'en 2003. Face à la persistance de la vie chère, les frustrations s'exacerbent et les revendications fusent au sein de la société tchadienne. C'est ainsi que les travailleurs ont lancé, en 2012, une longue grève de 3 mois qui a paralysé tous les services publics de base, et particulièrement les hôpitaux au détriment de la population déjà extenuée.

*la paupérisation de la  
population  
s'accentue*

Les Tchadiens aspirent à la paix et rejettent la violence comme moyen d'alternance politique. Cependant, la mauvaise gouvernance du pouvoir MPS fragilise de plus en plus le fonctionnement démocratique des institutions et exacerbe les frustrations au sein de la société tchadienne.

Cette situation pourrait engendrer une nouvelle crise politique et faire basculer le pays dans la violence.

*De manière générale, cette situation porte les germes d'une explosion sociale.*

# POSITIONNEMENT DU CSAPR

**Dans ce contexte, le CSAPR appelle :**

▪ **Les Acteurs politiques :**

- De prendre en compte les préoccupations de la population, d'être à l'écoute de la société et de proposer des solutions durables aux problèmes du déficit démocratique, de l'alternance politique, de la justice sociale et de la primauté de l'Etat de droit.

▪ **Les Organisations de la société civile :**

- De s'investir pour l'ancrage de la démocratie et de l'avènement de l'alternance politique

Pour le Comité politique du CSAPR  
La Présidente

**Me Delphine Kenneloum Djiraïbé**